



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALEDistr.
GENERALE

A/35/598

6 novembre 1980

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-cinquième session
Point 85 de l'ordre du jour

QUESTION DU TIMOR ORIENTAL

Rapport de la Quatrième CommissionRapporteur : M. Aryoday LAL (Fidji)

1. A sa 3ème séance plénière, le 19 septembre 1980, l'Assemblée générale, sur recommandation du Bureau, a décidé d'insérer à l'ordre du jour de sa trente-cinquième session la question intitulée :

"Question du Timor oriental :

- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
- b) Rapport du Secrétaire général."

A la même séance, l'Assemblée a décidé de renvoyer la question à la Quatrième Commission.

2. A sa 3ème séance, le 29 septembre, la Quatrième Commission a décidé de tenir un débat général sur les points 18, 84, 85, 87 et 12, 88 et 89, étant entendu que chaque projet de résolution se rapportant à ces différents points serait examiné séparément. Le débat général sur ces questions a eu lieu de la 9ème à la 20ème séances, entre le 14 et le 30 octobre.

3. La Quatrième Commission a examiné le point 85 de sa 9ème à sa 23ème séances entre le 14 octobre et le 3 novembre.

4. A la 9ème séance, le Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a fait une déclaration dans laquelle il a rendu compte des activités pertinentes du Comité spécial en 1980 et appelé l'attention sur le chapitre X du rapport de ce Comité, relatif au point 85 A/35/23 (cinquième partie), de même que sur la documentation pertinente du Comité (A/AC.109/622, 623 et 634).

5. La Quatrième Commission était également saisie du rapport du Secrétaire général relatif à ce point (A/35/524).

/...

6. Pour l'examen de cette question, la Quatrième Commission était également saisie des communications suivantes, adressées au Secrétaire général :

- a) Note verbale du Portugal, datée du 13 mai 1980 (A/35/233);
- b) Lettre du Portugal, datée du 17 septembre 1980 (A/C.4/35/2).

En outre, la Commission était saisie de lettres datées des 7 et 9 octobre 1980, adressées au Président par l'Indonésie (A/C.4/35/6 et Add.1).

7. Pour l'examen de ce point, la Quatrième Commission a fait droit aux demandes d'audition suivantes :

Séance à laquelle il a été
fait droit à la demande
d'audition

Pétitionnaires

Paulo Pires, Uniao Democrática Timorense (UDT) (A/C.4/35/3)	8ème
Michel Robert, Ligue française pour les droits et la libération des peuples (A/C.4/35/3/Add.1) ..	8ème
Roque Rodrigues, Frente Revolucionária de Timor Leste Independente (FRETILIN) (A/C.4/35/3/Add.2) .	8ème
Maureen R. Berman, Ligue internationale des droits de l'homme (A/C.4/35/3/Add.3)	8ème
Benedict R. O'G. Anderson (A/C.4/35/3/Add.4)	8ème
James Dunn, Human Rights Council of Australia (A/C.4/35/3/Add.5)	8ème
Margo Picken, Amnesty International (A/C.4/35/3/Add.6)	9ème
Carlos Miguel de Jesus Afonso Henriques, Movimento Nacional para a Libertação e Independência de Timor-Dili (MNLTD) (A/C.4/35/3/Add.7)	10ème
T. Jill Jolliffe, Société anti-exclavagiste pour la protection des droits de l'homme (A/C.4/35/3/Add.8)	10ème
Elizabeth Traube (A/C.4/35/3/Add.9)	11ème
Gene R. La Rocque, Center for Defense Information (A/C.4/35/3/Add.10)	12ème

/...

Séances à laquelle il a été
fait droit à la demande
d'audition

Pétitionnaires

Taysa Tamara Vianna, Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies (A/C.4/35/3/Add.11)	16ème
Ramesh Chandra, Conseil mondial de la paix (A/C.4/35/3/Add.12)	16ème
William R. Roff (A/C.4/35/3/Add.13)	17ème

8. La Quatrième Commission a entendu les pétitionnaires aux séances ci-après : M. Roger Clark (Ligue internationale des droits de l'homme), 9ème séance, le 14 octobre; M. Moises Da Costa Amaral (UDT), M. Jacob Xavier, (MNLTD) et Mlle Traube, 11ème séance, le 17 octobre; M. Anderson, M. Dunn, Mlle Picken, Mlle Jolliffe et M. La Rocque, 12ème séance, le 20 octobre; M. Mari Alkatiri (FRETILIN), 14ème séance, le 22 octobre; Mlle Vianna et Mlle Karen Talbot (CMP), 16ème séance, le 24 octobre; et M. Roff et M. Robert, 17ème séance, le 28 octobre.

9. A la 20ème séance, le 30 octobre, le représentant du Zimbabwe a présenté un projet de résolution (A/C.4/35/L.9); la liste des auteurs du projet s'est finalement établie comme suit : Algérie, Angola, Barbade, Bénin, Botswana, Cap-Vert, Congo, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Malawi, Mozambique, Nicaragua, Ouganda, Rwanda, Sainte-Lucie, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Sierra Leone, Swaziland, Trinité-et-Tobago, et Zimbabwe.

10. A la même séance, le représentant du Zimbabwe a, au nom des auteurs du projet, révisé oralement le paragraphe 2; ce paragraphe qui se lisait à l'origine comme suit :

"2. Déclare que le peuple du Timor oriental doit avoir la possibilité de déterminer librement son propre avenir, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies;"

a été remplacé par le texte suivant :

"2. Déclare que le peuple du Timor oriental doit avoir la possibilité de déterminer librement son propre avenir, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies;"

11. A sa 23ème séance, le 3 novembre, la Quatrième Commission a adopté le projet de résolution A/C.4/35/L.9, tel qu'il a été révisé oralement, par 58 voix contre 35, avec 42 abstentions (voir par. 12). 1/ Il a été procédé au vote enregistré et les voix se sont réparties comme suit : 2/

1/ Les Etats Membres suivants ont fait des déclarations pour expliquer leur vote : Finlande, France, République fédérale d'Allemagne et Suède.

2/ Par la suite, la délégation somalienne a fait savoir au Secrétariat qu'elle avait eu l'intention de s'abstenir. D'autre part, la délégation Sainte-Lucienne a informé le Secrétariat que, si elle avait été présente au moment du vote, elle aurait voté pour le projet de résolution.

/...

Ont voté pour :

Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Barbade, Bénin, Botswana, Brésil, Burundi, Cap-Vert, Chine, Chypre, Congo, Cuba, Ethiopie, Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Haïti, Haute-Volta, Iran, Islande, Jamaïque, Kenya, Liban, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mexique, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Niger, Ouganda, Portugal, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Swaziland, Tchad, Togo, Trinité-et-Tobago, Union des Républiques socialistes soviétiques, Viet Nam, Yémen démocratique, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre :

Arabie saoudite, Argentine, Australie, Bangladesh, Bolivie, Canada, Chili, Colombie, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, Honduras, Inde, Indonésie, Iraq, Japon, Jordanie, Kampuchea démocratique, Malaisie, Maldives, Nouvelle-Zélande, Oman, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, Singapour, Somalie, Soudan, Suriname, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Uruguay, Yémen.

Se sont abstenus :

Allemagne, République fédérale d', Autriche, Bahamas, Bahreïn, Belgique, Bhoutan, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Danemark, El Salvador, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Fidji, Finlande, France, Gabon, Hongrie, Irlande, Israël, Italie, Lesotho, Luxembourg, Maroc, Mauritanie, Népal, Nigéria, Norvège, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Pologne, République-Unie du Cameroun, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sri Lanka, Suède, Tchécoslovaquie, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre.

RECOMMANDATION DE LA QUATRIEME COMMISSION

12. La Quatrième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

/...

Question du Timor orientalL'Assemblée générale,

Reconnaissant le droit inaliénable de tous les peuples à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960,

Considérant que la communauté internationale célèbre en 1980 le vingtième anniversaire de la Déclaration,

Considérant que la cinquième 3/ et la sixième 4/ Conférences des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenues respectivement à Colombo en 1976 et à La Havane en 1979, ont réaffirmé le droit du peuple du Timor oriental à l'autodétermination et à l'indépendance,

Avant examiné le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 5/ et d'autres documents pertinents 6/ relatifs au territoire,

Prenant en considération le récent communiqué du Conseil des ministres du Portugal, rendu public le 12 septembre 1980 7/, dans lequel la Puissance administrante réaffirme le droit du peuple du Timor oriental à l'autodétermination,

Prenant également en considération l'initiative diplomatique prise par le Gouvernement portugais pour trouver une solution globale au problème du Timor oriental,

Pr fondément préoccupée par les souffrances que ne cessent de causer au peuple du Timor oriental les hostilités qui se prolongent dans le territoire,

Avant entendu les déclarations des représentants du Portugal 8/ en sa qualité de Puissance administrante, et de l'Indonésie 9/,

Avant entendu également les déclarations de divers pétitionnaires du Timor oriental et de représentants d'organisations non gouvernementales 10/ ainsi que du représentant du Frente Revolucionaria de Timor Leste Independente 11/,

3/ Voir A/31/197, annexe I, par. 36.

4/ Voir A/34/542, annexe, sect. I, par. 155.

5/ A/35/23 (cinquième partie), chap. X.

6/ A/AC.109/622, 623 et 634.

7/ A/C.4/35/2, annexe.

8/ A/C.4/35/SR.11, par. 34 à 38.

9/ A/C.4/35/SR.19.

10/ A/C.4/35/SR.9, 11, 12, 16 et 17.

11/ A/C.4/35/SR.14, par. 3 à 11.

1. Réaffirme le droit inaliénable du peuple du Timor oriental à l'auto-détermination et à l'indépendance, conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui figure dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;
2. Déclare que le peuple du Timor oriental doit avoir la possibilité de déterminer librement son propre avenir, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies;
3. Accueille avec satisfaction l'initiative diplomatique prise par le Gouvernement portugais, qui marque un premier pas vers le libre exercice par le peuple du Timor oriental de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance et prie instamment toutes les parties directement intéressées à coopérer pleinement en vue de créer les conditions nécessaires à l'application rapide de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;
4. Exprime sa très profonde préoccupation devant les souffrances subies par le peuple du Timor oriental du fait de la situation qui continue de régner dans le territoire;
5. Prie le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme alimentaire mondial et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés d'accorder, dans le cadre de leurs domaines de compétence respectifs, toute l'assistance possible au peuple du Timor oriental, en particulier aux enfants;
6. Prie le Secrétaire général de suivre l'application de la présente résolution et de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa trente-sixième session sur tous les aspects de la situation au Timor oriental, en particulier sur l'évolution politique liée aux situations mentionnées aux paragraphes 1 à 4 ci-dessus;
7. Décide d'insérer à l'ordre du jour provisoire de sa trente-sixième session la question intitulée "Question du Timor oriental".
